

VOX

Populi

L'avenir au peuple

Éditorial - La voix du peuple au salon

C'est hier, le 14 janvier 2020, que le premier ministre Louis Moisan prononçait son discours d'ouverture à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement social-démocrate s'est adressé à la population en énonçant ses aspirations et ses priorités pour le prochain mandat. C'est avec beaucoup de fermeté et d'ambition que le gouvernement a pris position pour annoncer un gouvernement égalitaire et juste.

À la grande surprise de tous, l'Alliance progressiste du Québec a affirmé dans son discours qu'elle tiendra à collaborer avec ses homologues de droite pour permettre à l'entièreté de la population d'être idéologiquement représentée. Cette ouverture d'esprit démontre que le peuple commence à imposer son ton aux débats et à infléchir les décisions des parlementaires, et ce, à son avantage. Avec cette tendance, on comprend que le prochain mandat, contrairement aux précédents, se verra très inclusif à l'égard de tous; autochtones, condition féminine, régions et lutte à la pauvreté ont été abor-

dés dans le discours officiel. Avec un gouvernement sensible à plusieurs enjeux sociaux, la population devra évidemment s'attendre à une augmentation de taxes et d'impôts; un mal nécessaire pour le renforcement du filet social. Réduction du temps d'attente des urgences, augmentation des subventions des écoles publiques, aide aux étudiants, assurances médicaments et énergie verte seront les résultats des divers investissements proposés par Louis Moisan et son équipe. On nous promet un Québec moderne, accueillant et égalitaire. On nous propose des mesures concrètes pour atteindre ces objectifs, tels que la taxation des plus riches, la réduction du financement des écoles privées, l'abolition du taux d'intérêt sur les prêts étudiants, la subvention des véhicules électriques et plus encore. Comme le chef de l'opposition officielle nous l'a affirmé en conférence de presse, « il faut dépenser de façon responsable ». Par contre, contrairement à ce qu'a expliqué M. Pelletier par rapport à cette déclaration, l'APQ voit, dans ces investissements, une occasion de faire jail-



Crédit photo: Google Images

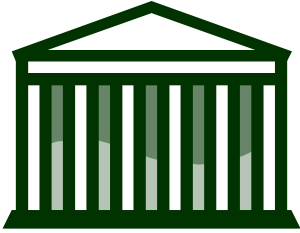
lir la lumière au bout du tunnel des gens moins fortunés, tout comme celle des mieux nantis.

Cependant, certaines mesures restent nébuleuses et ne semblent pas être élevées au rang de priorité. L'abolition des plastiques à usage unique semble passer en second lieu dans l'agenda de l'APQ. L'amélioration des conditions de vie des autochtones a aussi été abordée sans toutefois expliquer les réelles mesures qui seront mises en place. À la suite des réactions des différents chefs de l'opposition, on peut espérer que la deuxième opposition, qui semble partager davantage les valeurs du gouvernement, aidera ce dernier dans la progression de ses idées et que les bottines suivent finalement les babines dans le salon Bleu.

- Josiane Paradis, rédactrice
en chef

Enjeux de partis

Par Eva Rizk



Mardi après-midi, le premier ministre a ouvert la 28^e législature du Forum étudiant. Le matin même, chaque parti a présenté ses enjeux et ses stratégies visant la collaboration.

Le premier ministre, Louis Moisan, affirme qu'il est prêt à « défendre les intérêts des Québécois de la manière la plus intègre et fidèle possible ». Comment compte-t-il tenir cette promesse? Mardi après-midi, le premier ministre a souligné les priorités de son parti lors de son discours d'ouverture. Le premier ministre affirme également qu'il voit l'argent qui sera dé-

pensé pour la réalisation de ses souhaits comme un « investissement ». Le gouvernement partage l'opinion des deux oppositions concernant la priorisation des immigrants.

Chez les lilistes, M. Pelletier affirme avec grande confiance que son parti n'est « pas dans un jeu d'alliance » avec le gouvernement. Il veut prioriser la liberté de choix chez les Québécois en focalisant sur l'éducation. M. Pelletier tient à défendre sa vision en étant constructif pour bien représenter les Québécois et leur donner une voix. Une de ses grandes priorités pour la semaine est de s'assurer que le gouvernement utilise les taxes pour aider la population québécoise et pour leur redonner une certaine autonomie financière. Comme la gestion du portefeuille s'avère une priorité pour l'IL, le chef de l'opposition propose de cesser d'investir dans les programmes sociaux. Il est donc en désaccord avec les plans du premier ministre d'investir dans le secteur

de la santé, et affirme que les infirmières et pharmaciens sont déjà surchargés. M. Pelletier est en profond désaccord avec le plan du gouvernement de réduire le financement des écoles privées et prône plutôt la liberté et le choix individuel.

En ce qui concerne l'environnement, le chef de la deuxième opposition, Louis-Simon Barrette, garde une position ferme. Nous comprenons, à la lumière de ses discours, qu'il s'agit pour lui d'une priorité. Il préfère proposer des modifications quant aux habitudes de consommation de la population québécoise. Afin de s'assurer que l'environnement continue de prévaloir dans les discours et les caucus, M. Barrette souligne qu'il devra « s'adapter aux projets proposés » et devra prendre position avec un regard constructif. Il a déjà commencé cela en proposant un plan pour le remplacement des plastiques à usage unique dans le domaine de la santé.

Le premier ministre lors de son premier point de presse, accompagné de son équipe



Crédit photo: Josiane Paradis

Position opposition

Par Camille Guy-Paquin

Hier a eu lieu la première séance parlementaire de la nouvelle législature. Le premier ministre, M. Louis Moisan, a profité de cette occasion pour prononcer son discours d'ouverture qui expose les différents enjeux qui sont au cœur des préoccupations du parti. Face à ces annonces, le chef de l'opposition officielle, M. Victor Pelletier, et le chef de la deuxième opposition, M. Louis-Simon Barette, ne sont pas restés indifférents, et ils y ont réagi lors de la conférence de presse qui a suivi.

Des mesures liées, entre autres, à la santé, à l'environnement et à l'éducation ont été présentées dans le message d'égalité livré par M. Moisan. Toutefois, les chefs de l'opposition déplorent la présentation très vague des idées et remettent en question leur efficacité sur le quotidien des Québécoises et Québécois.

L'Alliance progressiste du Québec mentionne qu'il pourrait y avoir un désengorgement des urgences grâce aux super-infirmières et aux pharmaciens. Pour le Front progressiste-écologique, il s'agit en effet d'une priorité, mais l'absence de mesures pour la protection de l'environnement dans le réseau de

la santé est décevante. M. Barette « réfléchit notamment à tous les plastiques à usage unique qui sont utilisés dans le service de la santé ». Du côté de l'opposition officielle, M. Pelletier dénonce le manque de solutions concrètes sur le sujet.

L'environnement, pour sa part, a occupé une plus grande place dans le discours. Subventions, électrification des transports et gestion des déchets étaient quelques-unes des propositions amenées lors de la séance. Cependant, la sensibilisation environnementale chez les jeunes, sous forme de cours, a attiré l'attention. À cette mesure, les chefs d'opposition s'entendent pour dire que son efficacité est limitée et que la sensibilisation devrait s'étendre à tous les groupes d'âge.

« Les jeunes sont allés marcher dans la rue le 27 septembre dernier. C'est eux qui nous sensibilisent à l'environnement. C'est une éducation globale que nous avons besoin de faire, ce n'est pas aux jeunes. Ils sont déjà

sensibilisés à l'environnement », explique le chef de l'opposition, M. Pelletier.

Pour ce qui est de l'éducation, les opinions divergent grandement. Le gouvernement cherche à réduire « la disparité entre les institutions scolaires publiques et privées » en cessant, sur quatre ans, le financement accordé aux écoles privées. Devant cette mesure, le Front progressiste-écologique soutient que plusieurs sujets, tels que la surcharge d'étude des étudiants, devraient être abordés. Effectivement, il suggère plutôt d'alléger les heures consacrées à leur formation. Pour l'Innovation libérale, cette mesure est inacceptable. « C'est une absence de choix, c'est une absence de liberté », mentionne le chef de l'opposition officielle. Rappelons que plus tôt en matinée, M. Pelletier avait mis l'accent sur l'importance de permettre aux citoyens de choisir l'éducation de leurs enfants.

Victor Pelletier, chef de l'opposition officielle



Crédit photo: L'Assemblée Nationale du Québec

Louis-Simon Barette, chef de la deuxième opposition officielle



Crédit photo: L'Assemblée Nationale du Québec

Plus fort ensemble?

Par Carla Désir

**Louis Moisan,
premier ministre**



Crédit photo: L'Assemblée nationale du Québec

L'Alliance progressiste du Québec, le parti au pouvoir, fait face à un énorme défi : celui d'être un gouvernement minoritaire...

Ce contexte rendra l'adoption des projets de loi de l'APQ plus ardue ; le parti sera sans doute contraint à faire de grandes concessions. Lors du discours d'ouverture, le premier ministre Louis Moisan semblait en mode séduction. Ses premiers mots étaient teintés d'appels à l'entraide, à la collaboration et à la solidarité.

Le chef de l'opposition officielle, Victor Pelletier, a souligné l'ouverture de l'APQ, sa

bonne volonté et son désir de travailler avec les autres partis. Cependant, il s'est montré déçu de l'agenda parlementaire de l'APQ : « Je savais que j'avais un père dans la vie, moi, mais je ne savais pas que ce père-là était premier ministre du Québec. Ce discours était extrêmement paternaliste. » De plus, il a renchéri : « Moi, je trouve que le premier ministre ajoute des mesures à des enjeux qui sont déjà réglés. C'est du réchauffé. C'est un micro-ondes qu'on a entendu aujourd'hui ». Les durs propos de M. Pelletier rendront probablement la collaboration difficile avec le parti au pouvoir.

Le Front progressiste-écologique, quant à lui, se voit prêt à colla-

borer avec le nouveau gouvernement. En conférence de presse, Louis-Simon Barrette, chef du deuxième groupe d'opposition, a tendu la main à son opposant : « On s'engage à donner des recommandations et des conseils ». Toutefois, notons que les progressistes écologistes détiennent la balance du pouvoir et qu'ils ne comptent pas se faire convaincre facilement : « Si le gouvernement veut me charmer, il va falloir qu'il fasse beaucoup plus que ça » lançait Monsieur Barrette en faisant référence au cours de culture environnementale que le gouvernement souhaite mettre en place. Si le gouvernement en place n'annonce pas une approche davantage écologique, le partenariat sera fort difficile.

«C'est du réchauffé. C'est un micro-ondes qu'on a entendu aujourd'hui.»

- Victor Pelletier, chef de l'opposition officielle

Entre deux caucus avec Lou Tsatsa-René: « Pour mieux connaître nos députés et leur poste »

Par Florence Claveau-Roy

Il coordonne les réunions de son caucus, impose la discipline au sein d'un parti, planifie l'organisation de son équipe en vue des commissions et de leur présence en chambre

Le vox est parvenu à rejoindre un éternel débordé : le Whip du Front progressiste-écologique Lou Tsatsa-René

Entre parlement et enseignement

De prime abord, c'est poussé par son intérêt pour la confrontation des idées et pour l'évolution des perceptions engendrée que Lou Tsatsa-René a choisi de mettre son pied dans l'arène du pouvoir. Mitigé entre la soif de parlementer et le désir d'enseigner au niveau collégial dans des disciplines comme la sociologie et l'histoire, ce dernier a trouvé le parfait équilibre en devenant le whip de son parti. Pour lui, la fonction de whip, qui s'assure de garder la bienséance du caucus et de donner la parole à tous les membres de son groupe parlementaire, se rapproche de la mission d'enseignant. C'est donc sous le signe de la tolérance, de l'empathie et de l'ouverture que cet amoureux du savoir entend mener son mandat.

Garder la pelouse verte

Faire valoir ses positions environnementales. C'est d'abord ce que nous répond Tsatsa-René, lorsque questionné sur les enjeux qui lui tiennent à cœur.

Jamais sans enlever ses lunettes de whip, il voit comme primordiale la tâche de chaque député de s'informer pour amener des informations précises, véridiques et cohérentes en Chambre. À titre plus personnel, il convient qu'un bon mouvement environnemental résulte d'un mélange entre la coopération du peuple et des politiques adoptées à l'Assemblée nationale.

Idylle carboneutre

Parce que son travail intense exige une bonne connaissance de son parti, le whip Lou Tsatsa-René est l'un des mieux placés pour nous décrire l'ambiance au sein de la deuxième opposition. Force est d'admettre que son regard s'illumine pour parler de l'harmonie rapide qui s'est installée au sein du groupe. Ce climat de travail sain est selon lui la conséquence d'un désir commun de porter les projets de loi ENSEMBLE.

« Les ambitions du parti, c'est comme le projet d'une nouvelle amitié. On veut réussir à concrétiser la beauté de leur rencontre. »

La grande cohésion de son équipe semble avoir convaincu ce nouvel élu de la pertinence de mener à terme les éventuels projets de loi du Front progressiste-écologique. Reste à convaincre la population québécoise de la même chose.



OUI à l'engagement en politique

Aux yeux de Tsatsa-René, la politique représente une porte d'accès à beaucoup d'informations brutes, axées sur des domaines fondamentaux d'une société comme l'économie, l'environnement et la santé. Elle permet aux individus de faire mûrir leurs points de vue et d'arriver avec des idées nouvelles qui font évoluer la société. Ce whip inspiré rappelle, en fin d'entrevue, que la politique est essentielle, car elle forme un flux constant d'information avec lequel il est possible de jongler pour devenir plus grand en tant que citoyen. Paroles sages d'un homme politique décidé à convaincre la population d'amener les débats de société à la maison, car toute révolution sociale commence autour d'un bon pâté chinois, avec ou sans ketchup !

Parité et modernité: bienvenue en 2020

Chronique d'Anthony Trépanier

Alors qu'il défendait la vision politique de son parti, un célèbre politicien québécois a affirmé un jour ceci : «On nous a dit: "C'est un programme de gauche". On nous dit maintenant: "C'est un programme communiste". Eh ben non! C'est un programme moderne, tout simplement ».

Cette citation illustre bien qu'il ne faut pas craindre de mener des politiques osées. Il ne faut pas craindre de se faire brandir l'épouvantail du communisme au visage, car ce n'est justement qu'un épouvantail. Il ne faut surtout pas craindre le progressisme, car celui-ci est synonyme de modernité et d'innovation. Une innovation profondément humaine contrairement à celle de L'Innovation libérale, qui est seulement un campement vers l'individualisme, qui attire, par la démagogie, les apolitiques qui ne veulent pas payer de taxes. Ce souci de modernité, l'Alliance progressiste du Québec en fait preuve.

Depuis hier soir, nous pouvons dire que nous nous sommes rapprochés d'un idéal démocratique. En effet, les ministres formant le nouveau gouvernement ont été choisis. Parmi eux, des hommes et des femmes... Beaucoup de femmes. Il était enfin temps! Cela est une agréable surprise de découvrir que le parti au pouvoir a à cœur la parité au sein de l'Assemblée nationale. Trop souvent, les individus ou les institutions prétendent s'inscrire dans une lignée féministe, afin de se donner une bonne image et du capital de sympathie auprès d'une population qui se retrouve vite désillusionnée. Ce ne semble pas être le cas des apéquistes, puisqu'ils ont 11 femmes parmi leurs 22 ministres. De plus, certains des ministères importants sont dirigés par des femmes, comme le ministère des Finances et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur. Dans ma langue à moi, c'est de la parité.

Bien sûr, rien n'est parfait. Effectivement, tous les chefs des partis sont des hommes, mais il y a néanmoins une bonne ten-



dance au sein du parlement. Même l'opposition officielle a fait un effort en ce sens. D'ailleurs, les propos du premier ministre actuel, Louis Moisan, ne sont pas sans rappel de la citation précédente. Ainsi, il affirme « qu'une économie forte et socialement équitable, ça ne relève pas de la fantaisie, ça relève de la modernité ». Il est temps de se tenir debout en toute solidarité pour un progrès social.

Pas après-demain. Pas demain. Maintenant. Le gouvernement semble l'avoir compris. Espérons qu'il continuera sur sa bonne lancée.

«Une économie forte et socialement équitable, ça ne relève pas de la fantaisie, ça relève de la modernité.»

-Louis Moisan, premier ministre

Memologie du mercredi



L’Innovation
libérale



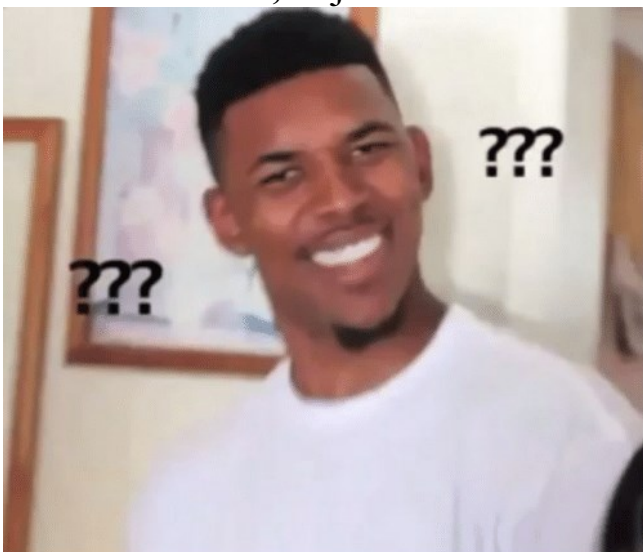
Lil’ opposition



Crédit photo: Google Images

Président de l’Assemblée: Merci
de bien vouloir vous asseoir.

Tout le monde, déjà assis:



Crédit photo: Google Images

Rumeurs

Scandale à l’Assemblée nationale!

La mèche est courte pour les
manches courtes.

Apparemment, selon nos plus
récents informateurs ano-
nymes, dont l’honnêteté n’est
pas à mettre en doute, certains
candidats hautement presti-
gieux portent, sous leur veston,
des chemises à manches
courtes. Oui, à manches
courtes. Que fera le président
de l’Assemblée nationale pour
faire respecter le décorum?!

À suivre...